

Unité bidépartementale Calvados-Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 12/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEP-CARENTAN

sise boulevard de Verdun
50500 CARENTAN-LES-MARAIS

Références :
Code AIOT : 0003901413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement STEP-CARENTAN implanté Lieu-dit Amont St Come du Mont 50500 CARENTAN-LES-MARAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale portant sur la conformité des rejets aqueux

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP-CARENTAN
- Lieu-dit Amont St Come du Mont 50500 CARENTAN-LES-MARAIS
- Code AIOT : 0003901413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site est constitué d'une station d'épuration mixte de 66 670 EH (équivalent-habitant), dont la charge est répartie sur 2 files parallèles de traitement, avec environ 12500 EH attribuables aux effluents issus de l'agglomération, et le reste provenant des effluents industriels raccordés au réseau d'assainissement communal.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autosurveillance des rejets aqueux.
- Conformité des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 11.3.5 et 11.4.2	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'autosurveillance en sortie de la station d'épuration démontrent une bonne gestion du traitement des effluents, jusqu'à présent. Quelques pratiques sont à remettre au goût du jour (intercomparaison des résultats d'analyses internes avec celles pratiquées en externe, prévenance de l'inspection des installations classées et du laboratoire en charge des contrôles inopinés en cas de travaux) mais dans l'ensemble le suivi de l'installation reste maîtrisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Bien qu'inopiné, l'exploitant a su se rendre disponible pour le contrôle. Un emplacement adapté au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant, est prévu pour le prélèvement par le laboratoire en charge du contrôle inopiné. La mise en place et le calage des matériels de prélèvement pour le contrôle, se sont effectués dans des conditions satisfaisantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le matériel installé pour le contrôle n'a pas été déplacé ; seule la sonde pH du Laboratoire s'est décrochée de son support mais est restée plongée dans le canal. Le volume estimatif de 3000 m ³ annoncé par l'exploitant de la station d'épuration n'est pas passé au moment du bilan 24H ; le laboratoire n'a relevé que 1326 m ³ . Le prélèvement réalisé n'a pas pu être validé, faute d'un nombre suffisant de prélèvements unitaires (95 seulement). Un nouveau contrôle inopiné sera reprogrammé par le laboratoire. Au moment de la visite, un débit instantané important (220 m ³ /h) a été constaté, justifié par l'exploitant de la station par le report de la file de traitement N°1 sur la N°2 et l'importance des pluies de la veille. L'inspection a constaté la quasi-vidange du bassin d'aération pour cause de nécessité de réparation de la canalisation de recirculation des boues et la vidange totale du clarificateur pour cause de renouvellement du pont suceur et changement des cloisons siphonides, travaux à l'origine de l'arrêt du traitement sur la file N°1.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que lors de la réalisation de travaux programmés ou suite à des événements fortuits pouvant générer des perturbations durables sur la station, le laboratoire en charge du contrôle inopiné et l'inspection des installations classées doivent être prévenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 11.3.5 et 11.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 Sortie station d'épuration > Seuils applicables jusqu'au 30 septembre 2022 :
Constats : Jusqu'à septembre 2021, des écarts majeurs récurrents (> 2 fois la valeur limite) sur le paramètre débit apparaissent sur GIDAF, du fait d'une erreur de saisie de la valeur limite (valeur limite = 210 m ³ /j au lieu de 210 m ³ /h). La régularisation de la valeur limite à 5040 m ³ /j à partir de septembre 2021 a rétabli la conformité de l'ouvrage de traitement sur ce paramètre. Pour l'année 2022, il n'est constaté qu'un seul dépassement, le 16 février, sur le débit à 5915 m ³ /j au lieu de 5040 m ³ /j au maximum. Cet écart est justifié par une arrivée massive d'eau pluviale du réseau d'assainissement de la ville, il reste néanmoins dans la tolérance des 10%. L'inspection a rappelé à l'exploitant de la station d'épuration le durcissement des valeurs limites moyennes mensuelles (concentration moyenne journalière calculée sur le mois et flux moyen journalier calculé sur le mois) pour les paramètres DCO, DBO5 et NKJ à partir du 1 ^{er} octobre 2022. L'exploitant de la station d'épuration a fait part de ses craintes quant à la tenue de ces nouvelles valeurs limites, compte tenu des équipements actuellement en service. Une remise en service du bassin R3F (lit bactérien) lui paraît nécessaire pour tenir ce niveau d'exigences, notamment sur le traitement du carbone. L'échantillon constitué lors de ce contrôle inopiné n'ayant pu être validé, l'envoi en analyses n'a pas été fait. Il en résulte que le respect des valeurs limites d'émission ne pourra pas être vérifié pour ce bilan 24H. Un nouveau contrôle est à programmer par le laboratoire en charge des contrôles inopinés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le seul dépassement mesuré sur l'année 2022 (débit du rejet) a été correctement justifié par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Eaux résiduelles après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur – Sortie station d'épuration
Constats : Le programme de surveillance en place est conforme à l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant respecte les renseignements et transmissions des données aux fréquences requises. A noter cependant une non-conformité relevée le 22 février 2022 dans le respect des fréquences d'analyse, comme conséquence de l'oubli du report de la valeur de la température relevée le jour considéré. L'exploitant de la station d'épuration n'a pas su expliquer cet oubli de report, la valeur de la température ayant bien été mesurée ce jour-là. L'exploitant renseigne les résultats des analyses sur les eaux brutes et les eaux traitées faites en internes et sous-traités au laboratoire CARSO sur un tableur EXCEL qui sert de base pour la transmission des déclarations sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise toutes les analyses de fréquence journalière en interne et externalise une fois par semaine toutes les analyses au laboratoire agréé et accrédité CARSO.</p> <p>Concernant la réalisation des analyses internes, des procédures écrites, dématérialisées et inscrites sur les cartons (contenant les réactifs nécessaires à la réalisation des analyses, pour chacun des paramètres considérés) existent. Les fiches contenues dans le classeur ne sont pas à jour. Compte tenu de la difficulté d'accès internet constaté sur le site, les versions dématérialisées n'ont pas pu être vues, mais existent bel et bien, selon les déclarations de l'exploitant de la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le manuel d'autosurveillance est en cours de révision et qu'une fois cette révision terminée, un déploiement papier sera fait sur le site.</p> <p>2 personnes sont formées pour accomplir ces analyses internes.</p>
<p>Observations : Afin de garantir une fiabilité des analyses réalisées en interne et éviter une éventuelle dérive, l'inspection recommande à l'exploitant la réalisation d'un contrôle comparatif à partir du même échantillon prélevé que celui qui est adressé toutes les semaines au laboratoire CARSO.</p> <p>Dès la validation du manuel d'autosurveillance, l'exploitant de la station installe une version papier sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>Pour les points de rejet ci-après, les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.6.2 du présent arrêté sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :</p> <p>Point de rejet : Sortie station d'épuration</p>
Constats : L'exploitant profite du contrôle inopiné pour faire une intercomparaison entre les résultats du laboratoire en charge de ce contrôle et ses résultats (analyses CARSO).
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de la station d'épuration de faire plutôt un contrôle interne à partir de ce même échantillon, afin de recalibrer ses analyses internes avec les résultats du laboratoire en charge du contrôle inopiné. Si le volume résiduel le permet, rien n'empêche l'exploitant d'adresser également un échantillon pour analyses au laboratoire CARSO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet